



Kouchner au Liban jeudi et vendredi pour affirmer la solidarité française

PARIS - Le nouveau ministre français des Affaires étrangères Bernard Kouchner se rendra au Liban jeudi et vendredi pour "réaffirmer la solidarité de la France avec le Liban et avec sa population" dans une "période critique", a annoncé mercredi son ministère.

"Sa visite a pour objectif de réaffirmer la solidarité de la France avec le Liban et avec sa population, dans cette période critique, et de rappeler toute l'importance que nous attachons à l'indépendance, à la souveraineté et à la stabilité de ce pays", a déclaré le ministère des Affaires étrangères.

M. Kouchner, qui fait son premier déplacement hors d'Europe depuis sa nomination vendredi, doit avoir des entretiens avec le Premier ministre libanais, Fouad Siniora, le président du parlement Nabih Berri et avec les principaux responsables politiques du pays, selon un communiqué du ministère.

La France a condamné l'attentat qui a frappé Beyrouth lundi soir, le second en 24 heures dans la capitale libanaise, et appelé les Libanais à "résister à cette tentative d'intimidation".

Elle a précisé qu'elle "fera tout pour accompagner le Liban dans son combat pour que cesse l'impunité face à ces actes d'un autre âge" et s'est déclarée "disponible pour aider les Libanais si le gouvernement le souhaite".

L'armée libanaise et les islamistes du groupuscule Fatah al-Islam viennent de se livrer de violents combats pendant trois jours dans le nord du Liban, avant de marquer une trêve mardi. Avec 68 morts, ces affrontements sont les plus sanglants dans cette région depuis la guerre civile au Liban entre 1975 et 1990.

Ces violences interviennent alors que les Occidentaux -Etats-Unis, France et Grande-Bretagne- ont déposé jeudi dernier au Conseil de sécurité de l'ONU un projet de résolution visant à mettre en place un tribunal international pour juger les assassins de Rafic Hariri, actuellement bloqué par la crise politique à Beyrouth.

M. Kouchner s'était entretenu dimanche au téléphone avec M. Siniora et lui avait exprimé "sa confiance dans les autorités libanaises pour rétablir le calme et restaurer l'ordre". Il avait alors évoqué avec son interlocuteur "un projet de rencontre proche".

Rafic Hariri a été assassiné, avec 22 autres personnes, dans un attentat à la camionnette piégée en février 2005 à Beyrouth, alors sous contrôle syrien.

La Syrie a été pointée du doigt dans cette affaire par les enquêteurs de l'ONU mais a démenti toute implication.

(©AFP / 23 mai 2007 17h03)